

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 04211

Numéro SIREN : 533 801 098

Nom ou dénomination : MARTEL GROUPE

Ce dépôt a été enregistré le 03/11/2023 sous le numéro de dépôt A2023/039412

MARTEL GROUPE

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 2 075 600 €

**SIEGE SOCIAL : SAINT-LAURENT-DE-MURE (69720),
26 RUE DES ANCIENS COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD**

533 801 098 RCS LYON

DÉCISION DU PRÉSIDENT DU 3 JUILLET 2023

Le soussigné :

- **Lionel MARTEL** agissant en qualité de Président de la société **MARTEL GROUPE** (la « **Société** »),

Après avoir rappelé :

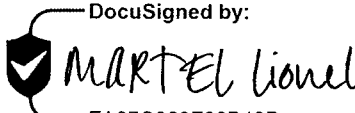
- Que, par courrier en date du 3 juillet 2023, **Fabrice MARTEL** a démissionné de ses fonctions de Directeur Général (le « **Directeur Général** ») de la Société avec effet immédiat,

Prend acte de :

- La démission de **Fabrice MARTEL** de ses fonctions de Directeur Général à compter de ce jour et décide de ne pas procéder à son remplacement.

Signature¹ :

Lionel MARTEL
Président

DocuSigned by:

FA67C060F08B48D

¹ Le signataire est convenu de procéder à la signature électronique des présentes par l'intermédiaire d'une plateforme qui satisfait aux dispositions de l'article 1367 du Code civil et du décret n°2017-1416 du 28 septembre 2017, au moyen de certificats électroniques conformes aux normes RGS et eIDAS et figurant sur l'European Union Trusted List publiée par la commission européenne (<https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/tl/FR>)

MARTEL GROUPE

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

ANCIEN CAPITAL : 2 967 479 €

NOUVEAU CAPITAL : 2 075 600 €

**SIÈGE SOCIAL : SAINT-LAURENT-DE-MURE (69720),
26 RUE DES ANCIENS COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD
533 801 098 RCS LYON**

EXTRAIT DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT DU 4 JUILLET 2023

Le soussigné :

- **Lionel MARTEL** agissant en qualité de Président de la société **MARTEL GROUPE** (la « **Société** »),

Après avoir rappelé :

- Que suivant décisions unanimes des associés de la Société en date du 12 juin 2023, il a été décidé de réduire le capital social d'un montant de 891 879,00 €, pour le ramener de 2 967 479 € à 2 075 600 €, par rachat par la Société de la pleine propriété de 891 879 Actions ordinaires [...], et annulation corrélative desdites Actions.
- Que ladite décision de réduction du capital était subordonnée à la réalisation des conditions suspensives cumulatives suivantes :
 - (a) Absence d'opposition des créanciers ou en cas d'opposition soit de rejet de la ou des oppositions soit de règlement de la ou des oppositions ;
 - (b) [...]
- Que l'acte constatant les décisions unanimes des associés du 12 juin 2023 a été déposé au greffe du Tribunal de commerce de Lyon le 12 juin 2023 ;
- Que les créanciers dont le titre est antérieur à la date du dépôt au greffe de l'acte constatant les décisions unanimes des associés du 12 juin 2023 ont pu former opposition à la réduction du capital social dans le délai de vingt (20) jours à compter de la date dudit dépôt, conformément à l'article L 225-205 et R 225-152 du Code de commerce ;
- Qu'aucune opposition n'a été formée dans ledit délai.;
- [...]

Constate :

- (a) La réalisation du rachat par la Société, de 891 879 actions ordinaires moyennant un prix global de [...], payé par la Société en numéraire par virement bancaire contre remise de l'ordre de

mouvement correspondant au rachat, auprès [...] de 879 879 actions ordinaires en pleine propriété moyennant un prix de [...].

- (b) La réalisation de la réduction du capital social de 891 879,00 € par voie d'annulation des actions rachetées.

En conséquence, la rédaction des articles 7 et 8 des statuts est désormais la suivante :

« ARTICLE 7 : RÉCAPITULATIF DES APPORTS

[...]

7.6. Par décisions unanimes des associés en date du 12 juin 2023, constatée par le président le 4 juillet 2023, le capital a été réduit d'une somme de 891 879,00 € par rachat et annulation de 891 879 actions de la Société le ramenant d'un montant de 2 967 479 € à 2 075 600 €.

ARTICLE 8 : CAPITAL SOCIAL

8.1 *Le Capital est fixé à la somme de DEUX MILLIONS SOIXANTE-QUINZE MILLE SIX CENT EUROS (2 075 600 €).*

8.2 *Il est divisé en :*

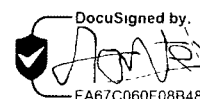
- (a) 1 805 829 actions de catégorie "O" d'un euro (1 €) de valeur nominale, chacune entièrement libérées ;*
- (b) 269 771 actions de catégorie "P" d'un euro (1 €) de valeur nominale, chacune entièrement libérées.».*

Signature :

Certifié conforme en date du 4 juillet 2023

Lionel MARTEL

Président

DocuSigned by:

FA67C060F08B48D

04 juillet 2023 | 10:59 CEST

MARTEL GROUPE
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE AU CAPITAL DE 2 967 479 €
SIÈGE SOCIAL : SAINT-LAURENT-DE-MURE (69720),
26 RUE DES ANCIENS COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD
533 801 098 RCS LYON

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

EN DATE DU 28 JUIN 2023

« **CINQUIÈME RÉOLUTION** »

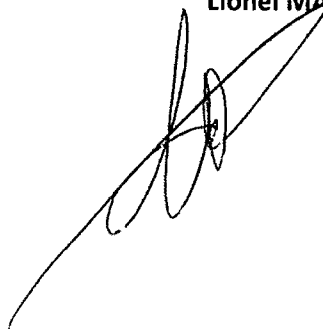
*L'assemblée générale prend acte que le commissaire aux comptes suppléant de la Société, Monsieur **Fabrice GOENAGA**, a cessé son activité par son départ à la retraite.*

En conséquence, l'assemblée générale prend acte de la fin de son mandat, et décide qu'en application de l'article L.823-1 alinéa 2 du Code de commerce, il n'y a pas lieu de désigner un commissaire aux comptes suppléant en remplacement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité. »

Signature :

Pour extrait certifié conforme
Lionel MARTEL – Président



MARTEL GROUPE
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE AU CAPITAL DE 2 967 479 €
SIÈGE SOCIAL : SAINT-LAURENT-DE-MURE (69720),
26 RUE DES ANCIENS COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD
533 801 098 RCS LYON

EXTRAIT DES DÉCISIONS UNANIMES DES ASSOCIÉS

EN DATE DU 12 JUIN 2023

Les associés de la société **MARTEL GROUPE** (la « **Société** »), nommément :

[...]

CAP OFFICE ainsi que **FIDEO**, commissaires aux comptes de la Société, ayant été dûment informés des présentes,

[...]

Et après avoir pris connaissance :

- Du rapport du Président de la Société, demeurant annexé aux présentes (**Annexe 1**) ;
- Du rapport des Commissaires aux Comptes, demeurant annexé aux présentes (**Annexe 2**) ; et
- Du traité de Fusion demeurant annexé aux présentes (**Annexe 3**),

Les associés de la Société ont statué sur les questions suivantes :

- Réduction du capital social d'un montant de 891 879,00 €, au moyen d'un rachat par la Société et de l'annulation corrélative de 891 879 actions.

[...]

DÉCISION UNIQUE

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture des rapports du Président et des commissaires aux comptes,

Prenant acte qu'à l'issue de l'opération de fusion, si celle-ci se réalise, le capital social de la société sera divisé en 2 967 479 actions (les « **Actions** ») d'une valeur nominale d'un euro (1,00€),

Décide de réduire le capital social d'un montant de 891 879,00 €, pour le ramener de 2 967 479 € à 2 075 600 €, par rachat par la Société de la pleine propriété de 891 879 Actions ordinaires, [...], et annulation corrélative desdites Actions.

La décision de réduction du capital est subordonnée à la réalisation des conditions suspensives cumulatives suivantes :

- (a) Absence d'opposition des créanciers ou en cas d'opposition soit de rejet de la ou des oppositions soit de règlement de la ou des oppositions ;

[...]

Chaque associé soussigné renonce expressément et définitivement au bénéfice du rachat par la Société de tout ou partie de ses Actions, ce dont la collectivité des associés prend acte.

[...]

La collectivité des associés prend acte que (.....) a, sous réserve de la satisfaction des conditions suspensives et notamment de la réalisation de la Fusion, indiqué sa volonté de céder la pleine propriété de 891 879 Actions ordinaires de la Société (les « **Actions Rachetées** ») [...].

L'acquisition par la Société des Actions Rachetées sera réalisée par :

- La signature et la remise de l'ordre de mouvement matérialisant la cession des Actions Rachetées ;
- La retranscription de ladite cession dans la comptabilité actions de la Société et, en particulier, sur le registre des mouvements de titres.

Le prix des Actions Rachetées sera payé par la Société en numéraire par virement bancaire contre remise de l'ordre de mouvement correspondant.

Tous les droits attachés aux Actions Rachetées, y compris le droit aux bénéfices de l'exercice en cours, s'éteindront à compter de la date de rachat.

Le rachat emportera annulation des Actions Rachetées et réduction corrélative et concomitante du capital social de 891 879,00 €.

Le prix de rachat s'imputera sur le compte « *Capital Social* » qui sera réduit à due concurrence de la valeur nominale globale des Actions Rachetées, soit à hauteur de 891 879,00 €.

La différence entre le prix de rachat et la valeur nominale de la totalité des Actions Rachetées, soit la somme de [...], sera imputée sur le poste « *Écarts de Réévaluation* ».

Les créanciers dont le titre serait antérieur à la date du dépôt au greffe de la présente décision pourront former opposition à la réduction du capital social auprès du Tribunal de commerce dans le délai légal, conformément à l'article L 225-205 et R 225-152 du Code de commerce.

La collectivité des associés prend acte de la renonciation expresse et définitive de chacun des associés à former opposition à la présente réduction du capital social.

Le rachat, l'annulation des Actions Rachetées et la réduction corrélative du capital social seront constatés et formalisés par le Président.

La collectivité des associés donne tous pouvoirs au Président, avec faculté de déléguer, à l'effet, dans les conditions qu'il appréciera :

- De déterminer toutes autres modalités du rachat et de l'annulation des Actions Rachetées de la Société non prévues aux termes de la présente décision,
- De prendre toutes mesures nécessaires pour, conformément à la loi, préserver l'égalité des associés et les droits des créanciers,
- De constater la réalisation des conditions suspensives,
- En cas d'opposition des créanciers, prendre toutes mesures nécessaires,
- De procéder à l'acquisition des Actions Rachetées et de payer le prix,
- De constater l'annulation des Actions Rachetées et la réalisation effective de la réduction du capital social d'un montant de 891 879,00 €, de modifier en conséquence la rédaction des statuts, et d'accomplir les formalités y afférentes, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur,
- De faire toutes déclarations,
- Et d'une manière générale, de prendre toutes mesures et d'effectuer toutes formalités requises.

Signature :

Pour extrait certifié conforme
Lionel MARTEL – Président

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'L' followed by a long horizontal stroke that curves upwards at the end.

MARTEL GROUPE

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE AU CAPITAL DE 2 075 600 €

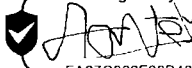
**SIÈGE SOCIAL : SAINT-LAURENT-DE-MURE (69720),
26 RUE DES ANCIENS COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD
533 801 098 RCS LYON**

TEXTE DES STATUTS MODIFIÉS

À LA SUITE DES DÉCISIONS UNANIMES DES ASSOCIÉS EN DATE DU 12 JUIN 2023

ET DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT DU 4 JUILLET 2023

**Copie certifiée conforme¹
Lionel MARTEL - Président**

DocuSigned by

FA67C060F08B48D

04 juillet 2023 | 10:59 CEST

¹ Le signataire est convenu de procéder à la signature électronique des présentes à la date figurant ci-contre, par l'intermédiaire d'une plateforme qui satisfait aux dispositions de l'article 1367 du Code civil et du décret n°2017-1416 du 28 septembre 2017, au moyen de certificats électroniques conformes aux normes RGS et eIDAS et figurant sur l'European Union Trusted List publiée par la commission européenne (<https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/tl/FR>).

TITRE I :

FORME - OBJET- DÉNOMINATION - DURÉE - SIÈGE

ARTICLE 1 FORME

- 1.1** La Société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables et notamment par les articles L.227-1 à L. 227-20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de Commerce ainsi que par les présents statuts.
- 1.2** Dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiées, les dispositions relatives aux sociétés anonymes à l'exception des articles L.225-17 à L.225-126 et L.225-243 du Code de Commerce, ainsi que les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du Code civil, sont applicables à la présente Société par Actions Simplifiée.
- 1.3** Elle fonctionne indifféremment sous la même forme, qu'elle compte un ou plusieurs associés.
- 1.4** Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par Actions Simplifiée. Les personnes physiques ou morales, propriétaires de titres émis par la Société ont la qualité d'associé."
- 1.5** Pour l'appréciation des présents statuts, les termes ci-après sont définis de la manière suivante :
- (a) **Dirigeants** : le Président, les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Financiers.
 - (b) **Filiale** : toute société ou entité (y compris si elle relève d'un droit étranger) contrôlée par la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce ;
 - (c) **Société** : la société « MARTEL GROUPE ».

ARTICLE 2 OBJET

- 2.1** La Société a pour objet, en France et dans tous pays :
- (a) La prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés, sous quelque forme que ce soit,
 - (b) L'activité de holding,
 - (c) L'assistance, l'animation et la gestion de ces sociétés en vue de leur développement,
 - (d) Fournitures d'études et de prestations de services dans l'organisation et gestion technique économique et administrative,
 - (e) La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 DÉNOMINATION

- 3.1** La dénomination de la Société est « **MARTEL GROUPE** ».
- 3.2** Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales « S.A.S » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 DURÉE – EXERCICE SOCIAL

- 4.1** La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.
- 4.2** Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par une assemblée générale extraordinaire des associés ou par décision de l'associé unique.

ARTICLE 5 SIEGE SOCIAL

- 5.1** Le siège social est fixé à 26 rue des Combattants d'Afrique du Nord - 69720 Saint-Laurent-de-Mure.
- 5.2** Il peut être transféré en tout autre endroit dans le même département ou d'un département limitrophe sur simple décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.
- 5.3** Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche assemblée générale des associés.
- 5.4** Le siège social peut être transféré dans un autre département par simple décision des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

TITRE II :

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 APPORTS EN NATURE

6.1 Nature de l'apport

6.1.1. Les associés font les apports suivants, nets de tout passif et sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à la société MARTEL GROUPE :

- (a) Apport par Monsieur Fabrice MARTEL de :
 - (i) 4.988 actions qu'il détient dans le capital de la société SEEM ;
 - (ii) 250 parts sociales qu'il détient dans le capital de la société MTP ;
 - (iii) 653 parts sociales qu'il détient dans le capital de la société SDC.
- (b) Apport par Madame Nathalie MARTEL de :
 - (i) 4 actions qu'elle détient dans le capital de la société SEEM ;
 - (ii) 250 parts sociales qu'elle détient dans le capital de la société MTP ;
 - (iii) 74 parts sociales qu'elle détient dans le capital de la société SDC,
- (c) Apport par Monsieur Lionel MARTEL de :
 - (i) 4.988 actions qu'il détient dans le capital de la société SEEM ;
 - (ii) 250 parts sociales qu'il détient dans le capital de la société MTP ;
 - (iii) 653 parts sociales qu'il détient dans le capital de la société SDC.
- (d) Apport par Madame Sandra MARTEL de :
 - (i) 4 actions qu'elle détient dans le capital de la société SEEM,
 - (ii) 250 parts sociales qu'elle détient dans le capital de la société MTP ;
 - (iii) 74 parts sociales qu'elle détient dans le capital de la société SDC ;
- (e) Apport par Monsieur Georges MARTEL de :
 - (i) 8 actions qu'il détient dans le capital social de la société SEEM.

6.2 Nature de l'apport

6.2.1. Il a été procédé à l'évaluation de l'apport des titres SEEM, SDC et MTP au vu du rapport établi par Monsieur Jean Loïc LEFAUCHEUX, domicilié professionnellement 26, Allée des Chênes — 69280 MARCY L'ETOILE, désigné en qualité de Commissaire aux Apports par ordonnance du Tribunal de Commerce de LYON en date du 11 février 2011.

6.2.2. Ce rapport sera déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Lyon avec les présents statuts. Au tenue de ce rapport :

- (a) chacune des actions de la société SEEM est valorisée deux cent dix euros (210 €).
- (b) chacune des parts sociales de la société SDC est valorisée quatre cent euros (400 €).

- (c) chacune des parts sociales de la société MTP est valorisée trois cent quarante euros (340 €)

6.2.3. Ainsi, les apports de chaque associé sont valorisés comme suit :

- (a) L'apport de Monsieur Fabrice MARTEL est valorisé :

Un million trois cent quatre-vingt-treize mille six cent quatre-vingt euros, ci 1 393 680 €

- (b) L'apport de Madame Nathalie MARTEL est valorisé :

Cent quinze mille quatre cent quarante euros, ci 115.440 €

- (c) L'apport de Monsieur Lionel MARTEL est valorisé :

Un million trois cent quatre-vingt-treize mille six cent quatre-vingt euros, ci 1.393.680 €

- (d) L'apport de Madame Sandra MARTEL est valorisé :

Cent quinze mille quatre cent quarante euros, ci 115 440 €

- (e) L'apport de Monsieur Georges MARTEL est valorisé :

Mille six cent quatre-vingt euros, ci 1 680 €

Total des apports en nature :

Trois millions dix-neuf mille neuf cent vingt euros, ci **3 019 920 €**

6.3 Propriété — Jouissance

6.3.1. La société MARTEL GROUPE sera propriétaire des actions et parts sociales apportées à compter du jour de sa constitution.

6.3.2. Elle aura droit à tout dividende ou droit quelconque, détaché ou mis en distribution sur les actions et parts sociales à compter du même jour.

6.4 Déclaration des apporteurs

Les apporteurs déclarent que les biens apportés ont le caractère de biens propres.

6.5 Déclarations fiscales

Conformément aux articles 150.0B et 150.0D 9° et 10°, la plus-value réalisée par les apporteurs en suite de leur apport à la société présentement constituée « MARTEL GROUPE » de leurs titres détenus dans les sociétés SEEM, SDC et MTP bénéficie d'un sursis d'imposition qui s'applique automatiquement jusqu'à la cession ultérieure des titres reçus en échange ; la plus-value étant alors calculée à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des titres échangés.

6.6 Rémunération des apports

Les apports des actions de la société SEEM et des parts sociales des sociétés MTP et SDC évalués à la somme globale de Trois millions dix-neuf mille neuf cent vingt euros (3 019 920 €), sont consentis et acceptés moyennant l'attribution aux apporteurs de titres et d'une soulte selon la répartition suivante :

	Valeur des Titres reçus	Soulte	TOTAL
Fabrice MARTEL	1 266 982 €	126 698 €	1 393 680 €
Nathalie MARTEL	104 946 €	10 494 €	115 440 €
Lionel MARTEL	1 266 982 €	126 698 €	1 393 680 €
Sandra MARTEL	104 946 €	10 494 €	115 440 €
Georges MARTEL	1 528 €	152 €	1 680 €

ARTICLE 7 RÉCAPITULATIF DES APPORTS

- 7.1** Suivant délibération de l'Assemblée Générale des associés en date du 1^{er} février 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de 138 375 € pour rémunération des apports en nature effectués.
- 7.2** Suivant délibération de l'Assemblée Générale en date du 11 février 2019 et du procès-verbal du Président en date du 5 mars 2019, le capital social a été réduit d'une somme de 102 327 € par voie de rachat et d'annulation de 102 327 actions.
- 7.3** Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 juillet 2020 et de décisions du Président en date du 31 juillet 2020, le capital social a été augmenté de 186 047 € pour être porté de 2 781 432 € à 2 967 479 € par voie d'émission de 186 047 actions ordinaires nouvelles au prix unitaire de 10,75 € soit avec une prime d'émission de 9,75 € par action, représentant une somme de 1 813 958,25 € pour les 186 047 actions émises, entièrement libérées à la souscription.
- 7.4** Par décisions unanimes des associés en date du 3 juillet 2023, le capital a été augmenté d'une somme de 2 511 657 € en conséquence de la réalisation de la fusion par absorption de la société M.2F.
- 7.5** Par décisions unanimes des associés en date du 3 juillet 2023, le capital a été réduit d'une somme de 2 511 657 € correspondant à la valeur nominale des 2 511 657 actions de la société MARTEL GROUPE détenues par la société MARTEL GROUPE consécutivement à la réalisation de la fusion par absorption de la société M.2F, pour être ramené à 2 967 479 €.
- 7.6** Par décisions unanimes des associés en date du 12 juin 2023, constatée par le président le 4 juillet 2023, le capital a été réduit d'une somme de 891 879,00 € par rachat et annulation de 891 879 actions de la Société le ramenant d'un montant de 2 967 479 € à 2 075 600 €.

ARTICLE 8 CAPITAL SOCIAL

- 8.1** Le Capital est fixé à la somme de DEUX MILLIONS SOIXANTE-QUINZE MILLE SIX CENT EUROS (2 075 600 €).
- 8.2** Il est divisé en :
- (a) 1 805 829 actions de catégorie "O" d'un euro (1 €) de valeur nominale, chacune entièrement libérées ;
 - (b) 269 771 actions de catégorie "P" d'un euro (1 €) de valeur nominale, chacune entièrement libérées.

ARTICLE 9 AVANTAGES PARTICULIERS

9.1 Chaque action de préférence « P » aura droit, au titre de chaque exercice social d'une durée de douze mois, à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2025 à un dividende prioritaire cumulatif égal au plus élevé des deux montants suivants pour le cas où le résultat net consolidé du Groupe serait supérieur à 1 500 000,00 € :

- (a) En 2026, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :
 - (i) Soit 4 % du prix de souscription initial d'une action de préférence « P »,
 - (ii) Soit 25% du bénéfice net consolidé par action (tel que défini par les normes comptables en vigueur, exception faite des dotations annuelles aux amortissements sur écarts d'acquisition qui devront être réintégrés dans la base de calcul) sous déduction des sommes portées à la réserve légale, de l'apurement des éventuelles pertes antérieures et plus généralement de toute réserve prescrite par la loi (la « **Borne B2025** »).
- (b) En 2027, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2026 :
 - (i) Soit 5 % du prix de souscription initial d'une action de préférence « P »,
 - (ii) Soit 35% du bénéfice net consolidé par action (tel que défini par les normes comptables en vigueur, exception faite des dotations annuelles aux amortissements sur écarts d'acquisition qui devront être réintégrés dans la base de calcul) sous déduction des sommes portées à la réserve légale, de l'apurement des éventuelles pertes antérieures et plus généralement de toute réserve prescrite par la loi (la « **Borne B2026** »).
- (c) A compter de l'exercice clos à compter du 31 décembre 2027 :
 - (i) Soit 6 % du prix de souscription initial d'une action de préférence « P »,
 - (ii) Soit 45 % du bénéfice net consolidé par action (tel que défini par les normes comptables en vigueur, exception faite des dotations annuelles aux amortissements sur écarts d'acquisition qui devront être réintégrés dans la base de calcul) sous déduction des sommes portées à la réserve légale, de l'apurement des éventuelles pertes antérieures et plus généralement de toute réserve prescrite par la loi (la « **Borne B2027** »).

9.2 Par dérogation à ce qui précède, pour le cas où le résultat net consolidé du Groupe serait inférieur à 1 500 000,00 €, seules les Bornes B2025, B2026 et B2027 seront respectivement applicables au titre de chaque exercice considéré.

9.3 Si le bénéfice distribuable d'un exercice, au sens de l'article L 232-11 du Code de Commerce, est insuffisant pour le service de la totalité du dividende prioritaire dû au titre de cet exercice aux actions de préférence « P », la partie non versée de ce dividende prioritaire sera prélevée par priorité sur le bénéfice distribuable des trois exercices suivants ou sur toute distribution de réserves qui interviendra dans ce délai.

9.4 En conséquence, sur le résultat net comptable de chaque exercice, augmenté des reports bénéficiaires ou minoré des pertes antérieures, et après, s'il y a lieu, dotation à toute réserve prescrite par la loi, il sera prélevé, avant toute autre affectation du bénéfice distribuable, les sommes nécessaires pour servir :

- (a) d'abord, les dividendes ou le solde des dividendes dû, le cas échéant, aux actions de préférence « P » au titre des trois exercices précédents celui de l'exercice écoulé ;

- (b) ensuite, un dividende par action de préférence « P » tel que défini plus haut au titre de l'exercice écoulé ;
- (c) puis, à chaque action ordinaire, un dividende au plus égal au dividende par action de préférence « P » mis en distribution ;
- (d) enfin, le solde, s'il en existe, appartient à toutes les actions sans distinction de catégorie et est à la disposition de la collectivité des associés pour être soit réparti à ces actions, soit mis en réserve ou reporté à nouveau.

ARTICLE 10 AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

- 10.1** Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés, sur rapport du Président de la Société.
- 10.2** Le ou les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions en numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.
- 10.3** Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.
- 10.4** Les associés, par décision collective, suivant les conditions des assemblées générales extraordinaires, peuvent également décider la suppression de ce droit.
- 10.5** L'assemblée générale peut déléguer au Président de la Société, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

ARTICLE 11 RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

- 11.1** La réduction du capital social est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire des associés qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. La réduction du capital social ne peut porter atteinte à l'égalité des associés, sauf décision unanime de ceux-ci.
- 11.2** Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

TITRE III :

**FORME DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS-
TRANSMISSION DES ACTIONS**

ARTICLE 12 FORME DES ACTIONS

- 12.1** Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
- 12.2** Ces comptes individuels peuvent être des comptes « nominatifs purs » ou des comptes « nominatifs administrés » au choix du titulaire des titres.

ARTICLE 13 DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

- 13.1** Toute action donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.
- 13.2** Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
- 13.3** Sous réserve des dispositions légales, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.
- 13.4** La possession d'une action donne droit aux dividendes échus et non payés et à échoir ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserves, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.
- 13.5** Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.
- 13.6** Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

ARTICLE 14 TRANSMISSION DES ACTIONS

- 14.1** Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».
- 14.2** La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les 15 jours qui suivent celle-ci.
- 14.3** L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

- 14.4** Toute transmission d'actions, même entre associés, à quelque titre que ce soit, doit pour devenir définitive être autorisée par décision collective des associés prises dans les conditions visées aux articles 17 et 18 et conformément à la procédure visée à l'article L228-24 du Code de Commerce.

TITRE IV :

DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 15 PRÉSIDENTE

15.1 Désignation

15.1.1. La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, qui peut être une personne physique ou morale, associée ou non de la Société, désignée par décision collective des associés.

15.1.2. S'il est associé, le Président prend part au vote concernant sa désignation, sa rémunération, sa révocation.

15.2 Durée des fonctions

15.2.1. Le Président est nommé pour une durée indéterminée.

15.2.2. Le mandat du Président prend fin soit par le décès, la démission, la révocation, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

15.2.3. Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois.

15.2.4. La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

15.2.5. Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés.

15.2.6. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

15.2.7. Le Président est également révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans le cas suivant :

(a) Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président.

15.3 Rémunération

La rémunération du Président est fixée par décision collective des associés.

15.4 Pouvoirs

15.4.1. Dans ses rapports avec les tiers, le Président dispose de tous pouvoirs à l'effet d'assurer, sous sa responsabilité, la direction de la Société.

15.4.2. Le Président est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

15.4.3. Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'il ne soit prouvé que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

15.4.4. Le Président n'a pas le pouvoir d'exercer le moindre contrôle sur le secteur financier dévolu au seul « Directeur Général Financier ».

15.4.5. Le Président est l'organe social auprès duquel la représentation du personnel exerce, le cas échéant, les droits qu'elle tire des dispositions législatives et réglementaires.

15.5 **Responsabilités**

15.5.1. Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration dans les sociétés anonymes sont applicables au Président de la société.

15.5.2. Lorsqu'une personne morale est nommée Président de la Société, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

ARTICLE 16 **DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DIRECTEUR GÉNÉRAL FINANCIER**

16.1 **Désignation**

16.1.1. Sur proposition du Président, les associés peuvent nommer un ou plusieurs autres dirigeants, associé ou non associé, personnes physiques ou personnes morales, auxquels peut être conféré le titre de Directeur Général ou Directeur Général Financier.

16.1.2. S'il est associé, le directeur général prend part au vote relatif à sa désignation, sa rémunération, sa révocation.

16.2 **Durée des fonctions**

16.2.1. La durée des fonctions de Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

16.2.2. Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, les Directeurs Généraux restent en fonctions jusqu'à la désignation du nouveau Président, sauf décision collective contraire des associés.

16.2.3. Les Directeurs Généraux peuvent être révoqués à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision collective des associés.

16.2.4. La révocation des fonctions d'un Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

16.3 **Rémunération**

La rémunération de chaque Directeur Général est fixée par décision collective des associés.

16.4 **Pouvoirs**

16.4.1. Dans ses rapports avec les tiers, le Directeur général dispose de tous pouvoirs à l'effet d'assurer, sous sa responsabilité, la direction de la Société.

16.4.2. Le Directeur général est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

16.4.3. Le Directeur Général n'a pas le pouvoir d'exercer le moindre contrôle sur le secteur financier dévolu au seul « Directeur Général Financier ».

16.4.4. Le Directeur Général Financier a seul le contrôle du secteur financier.

- 16.4.5.** Dans ses rapports avec les tiers, le Directeur général engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'il ne soit prouvé que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

16.5 Responsabilités

- 16.5.1.** Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration dans les sociétés anonymes sont applicables aux Directeurs Généraux.
- 16.5.2.** Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Généraux en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

ARTICLE 17 CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIÉ DISPOSANT D'UNE FRACTION DES DROITS DE VOTE SUPÉRIEURE A 10 %

- 17.1** En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la société, son Président, son Vice-Président, l'un de Directeur Général ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 dudit code, sont portées à la connaissance des Commissaires aux comptes, s'il en existe un, dans le délai de trente jours à compter de leur conclusion.
- 17.2** A l'occasion de la consultation des associés sur les comptes annuels, les Commissaires aux comptes, ou s'il n'en a pas été désigné, le Président de la société, présentent aux associés, un rapport sur l'ensemble des conventions réglementées, nouvellement conclues ou reconduites.
- 17.3** Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.
- 17.4** Le dirigeant ou l'associé, au profit de qui une telle convention est intervenue, ne participe pas au vote.
- 17.5** Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales. Toutefois, en application des dispositions de l'article L 227-11 du Code de commerce, le texte des conventions conclues à des conditions normales doit être communiqué aux Commissaires aux comptes s'il en existe un, par le Président ou le Directeur Général, tout associé ayant le droit d'en obtenir communication.
- 17.6** Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article aux présidents, aux directeurs généraux et à tous autres dirigeants de la société.

ARTICLE 18 COMMISSAIRES AUX COMPTES

- 18.1** Un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.
- 18.2** En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

18.3 Les Commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

TITRE IV :
DÉCISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 19 DÉCISIONS NÉCESSITANT L'ACCORD DE LA COLLECTIVITÉ DES ASSOCIÉS - FORME DES DÉCISIONS

19.1 Décisions nécessitant l'accord de la collectivité des associés

19.1.1. La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- (a) augmentation, amortissement ou réduction du capital ;
- (b) rémunération des dirigeants ;
- (c) fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- (d) nomination des Commissaires aux Comptes ;
- (e) nomination et révocation du Président ;
- (f) nomination et révocation des Directeurs Généraux ;
- (g) approbation des comptes annuels et affectation des bénéfices ;
- (h) approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- (i) modifications statutaires, hormis le cas de transfert du siège social dans un même département ou dans un département limitrophe ;
- (j) transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- (k) décision nécessitant, en application de l'article L. 227-19 du Code de Commerce, l'accord unanime des Associés ;
- (l) dissolution de la Société, nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation.

19.1.2. Sous réserve des dispositions spécifiques des présents statuts, les décisions non listées ci-dessus relèvent de la seule compétence du Président.

19.1.3. Lorsque la société est unipersonnelle, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés.

19.1.4. S'il est associé, le Président prend part au vote concernant sa désignation, sa rémunération, sa révocation.

19.2 Forme des décisions

19.2.1. Les décisions de l'associé, s'il n'en existe qu'un, ou des associés sont, au choix du Président, prises en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé signé par l'ensemble des associés.

19.2.2. Sous réserve des dispositions contraires prévues aux présents statuts :

- (a) les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts ;

- (b) les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou à autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

19.2.3. Les délibérations des assemblées générales obligent tous les associés, même absents.

ARTICLE 20 CONVOCATION ET RÉUNION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

- 20.1** Les assemblées générales sont convoquées par le Président ou par un ou plusieurs associés représentant plus de 10 % des actions composant le capital social de la Société.
- 20.2** Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.
- 20.3** La convocation est faite 10 jours avant la date de l'assemblée par lettre simple.
- 20.4** Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.
- 20.5** Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés et si, le cas échéant, le ou les Commissaires aux Comptes ne se sont pas opposés à la réduction du délai de convocation.

ARTICLE 21 ORDRE DU JOUR

- 21.1** L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
- 21.2** Un ou plusieurs associés, représentant au moins 10 % du capital social, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.
- 21.3** L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié que sur deuxième convocation.

ARTICLE 22 ADMISSION AUX ASSEMBLÉES - POUVOIRS

- 22.1** Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.
- 22.2** Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé justifiant d'un mandat.
- 22.3** Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

ARTICLE 23 TENUE DE L'ASSEMBLÉE - BUREAU - PROCÈS-VERBAUX

- 23.1** Une feuille de présence est émarginée par les associés présents et les mandataires, à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.
- 23.2** Les assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par toute personne spécialement déléguée à cet effet par le Président. À défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.
- 23.3** L'assemblée désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

- 23.4** Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire ou les associés présents et établis sur un registre spécial conformément au Code de Commerce. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

ARTICLE 24 QUORUM - VOTE

- 24.1** Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions du Code de Commerce.
- 24.2** Chaque action donne droit à une voix. Toutefois, en cas de démembrement d'actions, le droit de vote reviendra au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.
- 24.3** Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.
- 24.4** Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à l'Assemblée par visioconférence, conférence téléphonique ou tout autre moyen de télécommunication permettant leur identification, dont la nature et les conditions d'application sont conformes à la réglementation.

ARTICLE 25 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

- 25.1** L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.
- 25.2** Elle ne délibère valablement sur première convocation que si deux associés sont présents et si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions composant le capital social de la Société.
- 25.3** Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.
- 25.4** Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

ARTICLE 26 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

- 26.1** L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.
- 26.2** L'assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si deux associés sont présents et si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié des actions et, sur deuxième convocation, le quart des actions composant le capital de la Société.
- 26.3** A défaut d'obtention de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.
- 26.4** L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés
- 26.5** L'unanimité des associés est requise pour :
- (a) l'adoption ou la modification des clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire ou non des actions, à l'agrément des cessions d'actions, aux droits de

préemption des actionnaires en cas de cession d'actions, à l'exclusion d'un associé par cession forcée ou non de ses actions, au changement de contrôle d'une société associée, à un droit de veto au profit d'un associé ou d'un tiers, et à la suspension des droits de vote ;

- (b) la dissolution anticipée de la Société ;
- (c) toutes décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- (d) celles expressément prévues par les dispositions légales.

ARTICLE 27 DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

27.1 Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation prise en assemblée ou autrement, communication de tout document, de quelque nature que ce soit, jugé nécessaire pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

TITRE V :

EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

ARTICLE 28 EXERCICE SOCIAL

- 28.1** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.
- 28.2** Par dérogation à ce qui précède, le premier exercice social commencera à courir à la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le 31 décembre 2012.

ARTICLE 29 INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

- 29.1** Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.
- 29.2** A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce.
- 29.3** Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.
- 29.4** Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par le Code de Commerce.
- 29.5** Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.
- 29.6** Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par le Code de Commerce.
- 29.7** Tous ces documents sont mis à la disposition, le cas échéant, des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 30 AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

- 30.1** Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures, de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.
- 30.2** Sur ce bénéfice, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou de reporter à nouveau.
- 30.3** Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.
- 30.4** L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

- 30.5** Toutefois, les dividendes sont normalement prélevés sur le bénéfice distribuable de l'exercice.
- 30.6** Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, soit inscrites au poste report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, soit imputées sur des réserves distribuables.

ARTICLE 31 **MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES**

- 31.1** L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.
- 31.2** Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale
- 31.3** Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.
- 31.4** Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes, le cas échéant, fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application du Code de Commerce ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.
- 31.5** La Société ne peut exiger des associés aucune restitution de dividendes, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.
- 31.6** L'action en restitution est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI :

**CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL – TRANSFORMATION –
DISSOLUTION - LIQUIDATION**

ARTICLE 32 CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL

- 32.1** Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.
- 32.2** Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.
- 32.3** Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.
- 32.4** En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.
- 32.5** Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.
- 32.6** Les associés ou l'associé unique sont tenus dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

ARTICLE 33 TRANSFORMATION

- 33.1** La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions légales et sous réserve des dispositions particulières des présents statuts.
- 33.2** La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la Société, s'il en existe un, lequel doit notamment attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

ARTICLE 34 DISSOLUTION- LIQUIDATION

- 34.1** Hors les cas de dissolution prévus par le Code de Commerce, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.
- 34.2** Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires.

- 34.3** Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.
- 34.4** L'assemblée générale des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.
- 34.5** L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions

ARTICLE 35 **CONTESTATIONS – ARBITRAGE**

- 35.1** Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés et la Société, soit entre les associés entre eux, soit encore entre les dirigeants et la Société ou les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.
- 35.2** Le Tribunal arbitral sera obligatoirement constitué de quatre arbitres, chaque partie devant désigner un arbitre et les arbitres en désigner un quatrième. Le Tribunal arbitral devra être constitué définitivement dans un délai de deux semaines.
- 35.3** Si une partie ou les arbitres s'abstiennent de désigner son ou leur arbitre avant l'expiration dudit délai, elle ou ils sera(ont) mis en demeure de le faire sous huitaine par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
- 35.4** A défaut de désignation dans ce délai, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par l'une des parties ou par un arbitre.
- 35.5** L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, non susceptible de recours.
- 35.6** Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux.
- 35.7** Les arbitres devront statuer dans le délai maximum de 2 mois à compter du jour de la constitution du Tribunal arbitral. Toutefois, ce délai sera ramené à (un) 1 mois en cas de contestation portant sur l'exclusion d'un associé en application de l'article 14 des présents statuts.
- 35.8** Il statuera comme amiable compositeur et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel, quels que soient la décision et l'objet du litige.